



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Liberté
Égalité
Fraternité

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Mexique, Amérique centrale & Caraïbes

Une publication du Service Economique Régional de Mexico

En collaboration avec les Services économiques de Guatemala, La Havane, Saint-Domingue et Panama

Semaine du 30 juillet 2026

Le PIB du Mexique aurait progressé de 1,5 % g.t. lors du T2 2026 (+2,1 % g.a.) selon les données préliminaires de l'Institut National de Géographie et de Statistique (INEGI).

Si une reprise était attendue lors de ce T2 2026, cette performance porte l'acquis de croissance à +1,1 % et constitue une surprise à la hausse, dépassant les estimations du consensus de marché.

Ce rebond a été porté par le niveau record des exportations au T2, malgré les tensions commerciales persistantes avec les États-Unis. Le dynamisme du T2 2026 tient également à des facteurs temporaires, au premier rang desquels la Coupe du monde de football 2026, co-organisée par le Mexique, qui a soutenu le tourisme, le commerce et les services.

La présidente Claudia Sheinbaum a salué cette reprise du PIB, et notamment les progressions du secteur primaire (+3,3 % g.t.) et du secteur tertiaire (+1,5 % g.t.), ainsi que la stabilisation du secteur industriel (+1,6 % g.t.). Ce trimestre représente la plus forte progression trimestrielle depuis fin 2020, avec une hausse de +2,1 % g.a.

LE CHIFFRE A RETENIR

+ 1,5 %

PIB opportun g.t.
T2 2026
INEGI

Mexique

Conjoncture macroéconomique

Le commerce extérieur mexicain a enregistré une performance exceptionnelle au S1 2026, dans un contexte pourtant marqué par les droits de douane américains et les incertitudes entourant le réexamen de l'Accord Canada-Etats-Unis-Mexique (ACEUM / T-MEC). Les exportations ont atteint un niveau record de 389,7 Md USD, en hausse de +24,6 % g.a. contre +22,0 % g.a. pour les importations, permettant au Mexique de dégager un excédent commercial historique de 9,9 Md USD. En particulier, la dynamique s'est renforcée en juin, avec une progression des exportations de 34,4 % sur un an. Cette hausse a été principalement portée par les produits manufacturés hors automobile, dont les ventes ont augmenté de 37,6 % au S1, soutenues par le cycle d'investissement américain dans l'intelligence artificielle, les centres de données et les équipements électriques, ainsi que par la réorganisation des chaînes d'approvisionnement face aux droits de douane visant les produits asiatiques. Le Mexique renforce ainsi son rôle de plateforme manufacturière d'exportation vers les États-Unis, tandis que les exportations automobiles sont restées globalement stables (+1,0 % g.a.). La portée macroéconomique de cette progression doit toutefois être nuancée. Une partie des produits technologiques exportés est assemblée au Mexique à partir de composants importés d'Asie. Plus largement, les importations de biens intermédiaires ont augmenté de 26,7 % au S1, parallèlement à l'essor des exportations manufacturières. La valeur ajoutée créée au Mexique et la contribution au PIB pourraient donc être plus limitées que ne le suggère la croissance brute des exportations. Enfin, la constitution préventive de stocks par les entreprises américaines (*frontloading*), face aux incertitudes liées aux droits de douane et au réexamen de l'ACEUM (ou T-MEC) pourrait également expliquer une partie de la performance enregistrée au S1.

Les États-Unis pourraient imposer de nouveaux droits de douane au Mexique début août, liés aux surcapacités de production. Cette décision se fonderait sur l'enquête engagée au titre de la Section 301 en mars 2026 sur d'éventuelles surcapacités industrielles, portant sur une liste de 16 économies dont le Mexique, la Chine, l'Union européenne, et les grandes puissances asiatiques. En cause, l'excédent bilatéral du Mexique vis-à-vis des États-Unis, qui s'est élevé à 197 Md USD en 2025, tiré notamment par le secteur automobile. Récemment, l'enquête parallèle sur le travail forcé a maintenu un droit de douane de 10 % pour le Mexique sur les marchandises qui restent hors du champ du Traité Mexique-Etats-Unis-Canada (T-MEC). Cette mesure vient remplacer le droit de douane temporaire imposé au titre de la Section

122, arrivé à échéance le 24 juillet, sans changement réel autre que le caractère durable de la Section 301. Les produits conformes aux règles d'origine du T-MEC demeurent exemptés, soit plus de 85 % des exportations mexicaines vers les États-Unis. Le ministre de l'Économie, Marcelo Ebrard, a estimé que cette décision permettait au Mexique de conserver une « *position préférentielle* » par rapport aux autres pays visés par cette enquête. Ces mesures prennent place dans le cadre de la révision du T-MEC, dont la quatrième ronde de négociations se tiendra à Washington D.C. la première semaine de septembre. Le principal enjeu pour le Mexique est de préserver son accès préférentiel au marché américain, notamment pour ses exportations automobiles, mais également pour l'acier et l'aluminium.

Le peso progresse face au dollar après la publication des données de croissance du T2 mexicain et de la décision de la Réserve fédérale américaine (Fed) de maintenir son taux directeur. Le peso s'est apprécié de 0,43 % sur la journée, portant le taux de change à 17,36 MXN pour 1 USD au lendemain de la décision de politique monétaire. Malgré les pressions inflationnistes liées à la guerre en Iran et l'engagement d'un retour de l'inflation vers la cible de 2 % (+3,7 % g.a. en juin), le taux directeur de la Fed a été maintenu dans la fourchette 3,50 %-3,75 % le 29 juillet dernier. Le président de la Fed, Kevin Warsh, a notamment déclaré que la hausse du taux directeur n'était pas la seule solution pour ramener l'inflation à 2 %, mais qu'il n'excluait pas d'y recourir si l'inflation demeurait élevée lors des prochaines réunions. La dynamique d'appréciation du peso mexicain face au dollar se poursuit donc après cette décision. Depuis le retour de Donald Trump à la Maison-Blanche le 20 janvier 2025, le peso mexicain s'est apprécié de 16,2 %, passant de 20,8 MXN pour 1 USD à 17,4 MXN. Les résultats de croissance du T2 aux États-Unis (+0,4 % g.t., soit +1,5 % en rythme annualisé), le maintien de rendements élevés et le ton restrictif de la Fed devraient limiter cette appréciation. Par ailleurs, les résultats du commerce extérieur montrent que les exportations mexicaines n'ont pas été affectées par l'appréciation de la monnaie.

Le taux de chômage au Mexique s'est établi à 2,9 % en juin 2026, son plus haut niveau depuis septembre 2025. Il était de 2,8 % en mai et de 2,7 % un an auparavant. Selon l'Institut national de statistique et de géographie (INEGI), le nombre de personnes sans emploi a atteint 1,8 million, tandis que la population occupée a diminué de 84 000 personnes sur un an, à 60,1 millions. Le taux de participation a reculé d'un point sur un an, à 58,8 %, ce qui invite à nuancer la résilience suggérée par le faible niveau du chômage. L'informalité reste la principale fragilité structurelle du marché du travail : elle concerne 33,1 millions de travailleurs, soit 55,0 % de l'emploi total, contre 54,8 % en juin 2025. En parallèle, la sous-occupation a reculé à 6,6 %, (contre 7,4 % un an auparavant), sans toutefois compenser le repli de la

participation au marché du travail. Dans l'ensemble, le faible taux de chômage masque ainsi un marché du travail moins dynamique, marqué par le recul de la participation et la persistance d'une informalité élevée. Cette évolution intervient dans un contexte de faiblesse de l'investissement et de croissance limitée, attendue à 1,1 % en 2026 selon le consensus de marché, sur fond d'incertitudes entourant la révision de l'Accord Canada-Etats-Unis Mexique (ACEUM ou T-MEC).

Sectoriel

Le constructeur sud-coréen Kia consacrera 649 M USD au Mexique entre 2026 et 2028, exclusivement au bénéfice de son complexe de Pesquería (Nuevo León), afin d'y développer une nouvelle génération de véhicules électriques. Annoncé par le ministre de l'Économie Marcelo Ebrard, cet investissement donne corps aux ambitions du *Plan México*, qui fait de la montée en gamme industrielle et de l'approfondissement du contenu local deux des principaux leviers de compétitivité du pays. L'opération se traduira notamment par le transfert, depuis la Corée du Sud, de la production du Kia EV3, premier véhicule 100 % électrique assemblé par le groupe sur le territoire mexicain. Sa fabrication débutera dès le mois d'août et sera destinée tant au marché intérieur, qu'aux marchés du continent américain. Une partie des investissements sera notamment accordée au volet environnemental. Le groupe construit actuellement une centrale photovoltaïque de 2 MW (dont la capacité sera portée à 8 MW d'ici 2030) et boucle la mise en service d'une seconde station de traitement des eaux permettra de réutiliser 1 050 m³ d'eau par jour, soit près de 70 % des volumes consommés par le site.

Finances publiques

La Banque mondiale prépare un nouveau cadre de partenariat destiné à soutenir le financement du *Plan México*. Lors de sa visite au Mexique les 28 et 29 juillet, le président du Groupe Banque mondiale, Ajay Banga, a indiqué que ce cadre de partenariat-pays pour la période 2026-2030 devrait être finalisé à l'automne 2026. Élaborée en coordination avec le gouvernement mexicain et notamment avec le ministère des Finances (SHCP), la stratégie concentrera les ressources du Groupe sur un nombre resserré de priorités alignées sur le *Plan México* : infrastructures, énergie, eau, santé, agriculture, industrie manufacturière et capital humain. Elle visera également à mieux intégrer les PME mexicaines aux chaînes de valeur nord-américaines, notamment dans l'agro-industrie, l'énergie et la santé. Dans un contexte de consolidation budgétaire et de marges de manœuvre publiques limitées, la Banque mondiale entend compléter l'investissement public par une

mobilisation accrue de capitaux privés. Le Groupe prévoit de combiner prêts aux entreprises et garanties contre les risques politiques et commerciaux afin de faciliter le financement des projets. Il entend également contribuer à sécuriser l'environnement des investissements grâce aux mécanismes de règlement des différends. Le Groupe a consacré 3,5 Md USD à des projets au Mexique en 2026, principalement dans le secteur privé, et prévoit un portefeuille plus important pour 2027.

Le Service d'administration fiscale (SAT) a recouvré 5 969 M MXN (environ 340 M USD) grâce au Programme de régularisation fiscale 2026. Le SAT a indiqué qu'au S1, plus de 36 000 contribuables ont utilisé ce dispositif, dont 10 775 entreprises et 25 410 personnes physiques. Sur ce montant, 64 % correspondent à l'impôt sur les revenus et les bénéfices, 32 % à la TVA, et les 4 % restants à divers postes. Ce programme vise à aider les particuliers et les entreprises ayant des dettes fiscales régularisables, dont les revenus totaux au titre de l'exercice fiscal 2024 n'ont pas excédé 300 M MXN, en proposant des réductions pouvant atteindre 100 % des amendes, majorations de retard et frais de recouvrement forcé, ainsi que la possibilité d'échelonner le paiement en six versements maximum.

Indicateurs bourse, change et pétrole

Indicateurs	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	30/07/2026
Bourse (IPC)	-1,22%	17,24%	66 479,89 points
Change MXN/USD	-0,91%	-8,09%	17,35
Change MXN/EUR	0,35%	-7,21%	19,99
Prix du baril mexicain	-5,32%	21,28%	80,25

Amérique centrale

Costa Rica

La Banque centrale du Costa Rica (BCCR) a abaissé son taux directeur de 3,25 % à 3 %, après six mois de maintien, en raison du ralentissement économique et des projections d'inflation toujours inférieures à la cible (3 % +/- 1 point). En juin, l'inflation s'établissait encore en territoire négatif, à -0,32 % g.a.. Malgré une croissance de l'indice mensuel d'activité économique (IMAE) de 3,5 % g.a. en mai, la BCCR constate un ralentissement de l'activité, dans le régime domestique comme dans les zones franches, ainsi qu'une légère baisse des revenus réels. Elle estime donc être en mesure d'assouplir sa politique monétaire tout en restant prudente face aux tensions géopolitiques, aux variations des prix des matières premières et à un éventuel épisode *El Niño* qui pourraient faire remonter les prix (notamment de l'alimentation et de l'électricité).

Selon le *Greenfield FDI Performance Index 2026*, le Costa Rica s'est classé au quatrième rang mondial pour l'attractivité de nouveaux projets d'investissement étranger rapportée à la taille de son économie, en recul par rapport aux années précédentes. Cet indice indique que le pays a accueilli 6,5 fois plus de projets que ce que laisserait penser la taille de son économie. Le pays perd une place par rapport à 2024 et 2025 où il était troisième, et est désormais devancé par les Emirats Arabes Unis, la Namibie et le Rwanda. Son attractivité repose toujours sur le dynamisme des zones franches, sur la stabilité de son cadre juridique - favorable aux entreprises -, ainsi que sur sa spécialisation dans les dispositifs médicaux et les activités à forte valeur ajoutée. Cependant, cet avantage pourrait s'atténuer sous l'effet de l'appréciation du colon costaricien (CRC – 1 USD = 455 CRC) et du ralentissement de l'activité dans les zones franches (leur activité n'a progressé que de 3,7% g.a. en avril 2026 contre 16 % g.a. en avril 2025).

El Salvador

Le FMI se montre confiant quant à l'avancement de son programme avec le Salvador. Le premier directeur général adjoint, Dan Katz, a indiqué que des « progrès importants » avaient été réalisés en vue de finaliser les prochaines revues du programme de 1,4 Md USD conclu avec le pays. Plusieurs engagements restent toutefois à mettre en œuvre, notamment la réforme des retraites, la restructuration de la stratégie liée au *bitcoin* et la réforme de la fonction publique.

Les transferts de fonds (remesas) des Salvadoriens reculent en juin après un pic en mai. Les *remesas* ont atteint 850,8 M USD en juin, en baisse de 7,8 % par rapport au mois précédent (923 M USD), tout en portant leur montant cumulé à 5,06 Md USD au cours du S1. Cette diminution mensuelle intervient après un niveau record en mai et alimente les interrogations sur l'évolution des conditions du marché du travail aux États-Unis, d'où provient l'essentiel des transferts de fonds vers le Salvador.

Guatemala

Les États-Unis ont confirmé le maintien d'un droit de douane de 10 % sur les produits guatémaltèques dans le cadre de la procédure engagée au titre de la Section 301 pour travail forcé. En contrepartie des mesures annoncées le 6 juillet dernier par le Guatemala, visant à interdire l'importation de biens produits dans des conditions de travail forcé, Washington a élargi la liste des produits guatémaltèques exemptés. Les produits agricoles non traditionnels et certaines manufactures restent toutefois soumis au tarif de 10 %, ce qui continue de pénaliser leur compétitivité face au Mexique.

Le gouvernement mise sur une nouvelle subvention aux carburants pour apaiser les tensions sociales. À la suite des manifestations du 24 juillet, le président Bernardo Arévalo a transmis au Congrès un projet de loi instaurant une subvention temporaire de 12 GTQ (≈ 1,57 USD) par gallon de diesel et de 3 GTQ (≈ 0,39 USD) par gallon d'essence régulière jusqu'à la fin de 2026. Estimée à 3,48 Md GTQ (≈ 456 M USD), la mesure est critiquée par les organisations indigènes, les transporteurs et le secteur privé, qui privilégient une baisse de la fiscalité sur les carburants et s'inquiètent de son coût pour les finances publiques.

Honduras

Le Honduras réalise une émission de 815,7 M USD sur les marchés internationaux. Le gouvernement hondurien a émis un emprunt obligataire souverain à dix ans d'un montant de 815,7 M USD, assorti d'un taux d'intérêt de 6,4 %, destiné au refinancement d'une partie de la dette publique et au financement des besoins budgétaires. Les autorités soulignent que cette émission, réalisée à un coût inférieur de plus de deux points à celle de 2024, reflète l'amélioration de la perception du risque souverain et devrait contribuer à réduire le coût du service de la dette.

Le patronat hondurien salue le maintien des conditions d'accès au marché américain. La présidente du Conseil hondurien de l'entreprise privée (Cohep), Anabel Gallardo, a salué la décision des États-Unis de ne pas relever de 2,5 points

supplémentaires les droits de douane appliqués aux exportations honduriennes, tout en soulignant que certains secteurs restent soumis à un tarif de 10 %. Elle a appelé à poursuivre les négociations afin d'améliorer l'accès au marché américain, estimant que ces surcoûts pourraient peser sur la compétitivité, l'emploi et les flux migratoires.

Nicaragua

Le Nicaragua accorde deux nouvelles concessions minières à des entreprises chinoises. Le gouvernement a attribué deux permis d'exploitation à ciel ouvert à des sociétés chinoises, portant à 17 le nombre de concessions accordées depuis les sanctions américaines visant le secteur minier. Selon l'ONG Fundación del Río, les entreprises chinoises contrôlent désormais 84 concessions couvrant près de 10 % du territoire nicaraguayen, tandis que les autorités poursuivent le développement d'un secteur aurifère devenu le premier poste d'exportation du pays en 2025.

Panama

Le Panama a été épargné par les nouveaux droits de douane américains imposés à soixante pays au titre de la lutte contre les importations produites grâce au travail forcé. En vigueur depuis le 24 juillet, cette mesure prévoit des droits additionnels de 10 % ou 12,5 % sur la plupart des importations provenant des pays concernés vers les Etats-Unis. Le ministre panaméen du Commerce et de l'Industrie, Julio Molto, a salué cette exclusion qui confirme, selon lui, la solidité des relations économiques avec Washington. Les Etats-Unis restent la première destination des exportations panaméennes, hors cuivre. De plus, l'accord commercial bilatéral en vigueur depuis 2012 permet déjà à la plupart des exportations panaméennes d'entrer sur le marché américain sans droit de douane.

Le nombre de navires battant pavillon panaméen détenus dans les ports chinois aurait fortement diminué, passant de 140 en mai à seulement 16 en juillet. Pour rappel, des contrôles renforcés des autorités chinoises seraient intervenus en représailles de l'annulation, en février dernier par la justice panaméenne, de la concession accordée à la filiale du conglomérat hongkongais CK Hutchison pour l'exploitation de deux ports situés aux abords du Canal. Cette normalisation récente survient après que le Panama et la Chine soient parvenus à un accord de principe sur le renouvellement de leur convention bilatérale de transport maritime, qui permet notamment d'accorder des tarifs préférentiels dans les ports chinois pour les navires battant pavillon panaméen. Les tensions ont néanmoins fragilisé le

registre maritime panaméen : en juin, 264 navires de commerce auraient abandonné le pavillon panaméen pour s'immatriculer dans un autre pays.

L'Autorité du Canal de Panama (ACP) a clôturé le 23 juillet la réception des candidatures de préqualification pour la concession de son futur gazoduc transisthmique. Estimé entre 4,2 et 8 Md USD selon le schéma retenu, le projet prévoit la construction de trois conduites (propane, butane, éthane) de 76 km reliant les deux façades maritimes et permettant de transporter jusqu'à 2,5 millions de barils de gaz liquéfié par jour. L'ACP doit désormais évaluer ces candidatures avant de publier la liste des entreprises préqualifiées. La mise en service du gazoduc est prévue pour la mi-2031.

Caraïbes

Cuba

Cuba pourrait perdre près de la moitié de sa population d'ici 2100. Selon l'Office national des statistiques et de l'information (ONEI), la population cubaine pourrait tomber à 5,6 millions d'habitants d'ici 2100, contre 11 millions fin 2020 et un peu plus de 9 millions début 2026, confirmant une tendance démographique préoccupante. Cuba a enregistré 68 064 naissances en 2025, soit le niveau le plus bas depuis plusieurs décennies, contre 136 214 décès, soit deux fois plus, entraînant une forte diminution naturelle de la population. Les moins de 35 ans ne représentent désormais que 38,4 % de la population, tandis que le vieillissement démographique s'accélère : les 60 ans et plus atteignaient 2 519 823 personnes en 2025, soit 26,7 % de la population, faisant de Cuba le pays le plus vieillissant d'Amérique latine et des Caraïbes. Le solde migratoire reste par ailleurs largement négatif (-25,6 %) : à fin 2024, 50 % des personnes ayant quitté le pays avaient moins de 35 ans, accentuant le déséquilibre générationnel. L'absence de perspectives économiques, aggravée par la crise actuelle, est considérée comme le principal facteur de l'émigration. Adoptée en 2014, la Politique de prise en charge de la dynamique démographique n'a, douze ans après son lancement, pas permis d'inverser les principales tendances de baisse des naissances, de vieillissement et de perte de population.

Haïti

Les premier et second tour des élections présidentielles et législatives auront lieu le 13 décembre 2026 et le 21 février 2027, si les conditions de sécurité le permettent.

Le Conseil électoral provisoire (CEP) a publié le calendrier des opérations électorales 2026-2027, qui fixe les dates de l'élection présidentielle, des élections législatives, des élections pour les collectivités territoriales et le référendum concernant la révision de la Constitution. Le calendrier précédent, qui fixait le premier tour le 30 août et le second le 6 décembre, a été retiré en avril à la demande du gouvernement pour l'aligner sur un *Pacte national pour la sécurité et l'organisation des élections*. La sécurité est la variable qui déterminera la bonne tenue ou non des élections. Si la situation sécuritaire s'est stabilisée dernièrement, grâce notamment au déploiement progressif de la Force de répression des gangs (FRG), elle pourrait se détériorer lors de la campagne électorale.

Jamaïque

Le groupe hôtelier Marriott ouvrira un complexe tout-compris à Montego Bay, dans le nord-ouest du pays, en 2028. Marriott International a signé un accord avec un groupe hôtelier espagnol pour convertir l'un de ses anciens hôtels en *resort all inclusive* de 522 chambres, exploité sous la marque Marriott Hotels. Situé en bord de mer, à proximité de l'aéroport international Sangster, le projet s'inscrit plus largement dans la stratégie du pays de développement de l'offre hôtelière et d'attraction des investissements touristiques, notamment dans le haut de gamme. Dans les Caraïbes et en Amérique latine, Marriott exploite déjà 38 hôtels tout-compris et compte 16 nouveaux projets en développement.

République Dominicaine

L'administration Trump impose des droits de douane supplémentaires de 12,5 % à la République dominicaine. Justifiés par la lutte contre le travail forcé, ces nouveaux droits de douane visent à remplacer les droits de douane globaux de 10 % mis en place en février 2026 et arrivés à échéance le 24 juillet 2026. Si cette mesure douanière touche une soixantaine d'économies dans le monde, la République dominicaine se voit appliquer le taux le plus élevé. D'autres pays de la région comme le Mexique font face à des droits de douane inférieurs, de 10 %. Afin de répondre à cette mesure et de favoriser un retour au taux initial de 10 %, le président L. Abinader a émis un décret pour lutter contre l'importation de marchandises issues du travail forcé. Ce décret confère à la Direction générale des douanes (DGA) le pouvoir

d'enquêter, de retenir et d'interdire l'importation de marchandises pour lesquelles il existe des indices laissant supposer qu'elles auraient été produites par le recours au travail forcé. Désormais, les importateurs auront également l'obligation de fournir des informations sur leurs chaînes d'approvisionnement. Afin de rassurer les représentants des entreprises, le ministre de l'Industrie et du Commerce E. Lovatón assure qu'il échange avec les Etats-Unis pour démontrer les efforts du pays dans la lutte contre le travail forcé.

L'économie dominicaine a enregistré une croissance de 4,5 % g.a. au S1 2026, portée notamment par une hausse des investissements directs étrangers (IDE) de 7,7 % g.a. sur la période. La croissance est restée supérieure à 3,5 % chaque mois du semestre et a atteint 6,4 % g.a. en juin, un niveau inédit depuis avril 2024. Le secteur de la construction (+14,9 % g.a. en juin) permet d'expliquer un tiers de la croissance de juin 2026 grâce à une augmentation de 22,6 % du crédit pour la construction en variation annuelle. De son côté, le secteur minier affiche une croissance de 18,1 % g.a. en juin 2026, portée par des conditions favorables sur le marché international des métaux. L'expansion de 9,1 % g.a. du crédit au secteur privé a également encouragé la croissance du secteur financier, qui a atteint 13,1 % g.a. en juin 2026. Ces performances suggèrent une croissance davantage tirée par l'investissement que par la consommation. Les principaux secteurs d'attraction des IDE au S1 sont l'énergie (27,8 %), le tourisme (20,1 %), l'immobilier (12,4 %) et le secteur minier (12,4 %). Ces flux, soutenus par les fondamentaux du pays, contribuent à la stabilité du taux de change et à l'accumulation de réserves internationales. Certains économistes estiment toutefois que la croissance reste inférieure à son potentiel, notamment en raison de taux d'intérêt élevés et d'une expansion du crédit privé moins dynamique qu'en 2025. La BCRD pourrait ainsi envisager des mesures de soutien au crédit, mais sa marge de manœuvre reste contrainte par une inflation supérieure à sa cible.

Sainte-Lucie

Sainte-Lucie est officiellement devenue pays actionnaire de la Banque de développement de l'Amérique latine et des Caraïbes (CAF). En tant que pays actionnaire de « série C », le pays pourra désormais solliciter auprès de la CAF des prêts souverains, des garanties de crédit ou encore recevoir de l'appui technique. L'objectif est de soutenir des investissements dans des projets d'infrastructures, de transition énergétique, d'adaptation au changement climatique, d'eau, de mobilité ou de développement urbain. Les pays de « série C » (Bahamas, Jamaïque...) peuvent bénéficier des instruments de la CAF, mais avec moins de pouvoir décisionnel que les pays de « série A » (Barbade, Trinité-et-Tobago). D'autres adhésions à la CAF sont

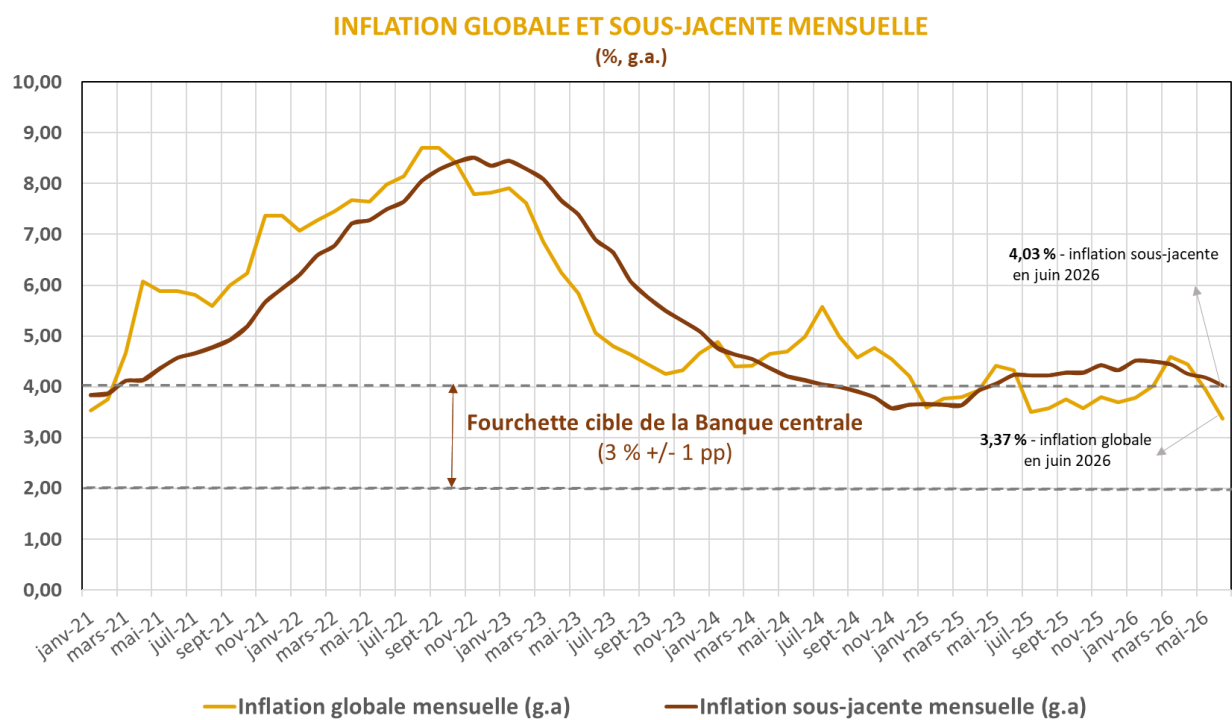
en cours de finalisation pour la Dominique, Saint-Christophe-et-Niévès et Saint-Vincent-et-les-Grenadines.

Principaux indicateurs macroéconomiques pour les pays de la zone Mexique, Amérique centrale et Caraïbes

Pays	Population (millions d'hab., 2025)	PIB nominal (Mds USD, 2025)	Croissance du PIB 2022	Croissance du PIB 2023	Croissance du PIB 2024	Croissance du PIB 2025	Prévision FMI 2026	Dette publique (% PIB, 2026, prév FMI)	Inflation (2026, prév FMI)	Taux d'intérêt directeur
Mexique	134,4	1 832,6	3,7%	3,1%	1,4%	0,6%	1,2%	62,7%	3,9%	6,50%
Belize	0,4	3,3	9,3%	0,5%	3,5%	2,7%	2,2%	63,2%	1,5%	2,25 %
Costa Rica	5,4	102,9	5,5 %	4,8%	4,1%	4,6%	3,6%	61,1%	-0,4%	3,00%
Guatemala	18,9	121,1	4,2%	3,5%	3,7%	4,1%	3,9%	27,6%	2,6%	3,50%
Honduras	11,2	39,7	4,1%	3,6%	3,6%	3,7%	3,3%	43,8%	4,4%	5,75%
Nicaragua	6,8	22,2	3,6%	4,4%	3,6%	4,9%	3,8%	33,2%	3,5%	6,25%
El Salvador	6,4	37,3	3,0%	3,5%	2,6%	3,7%	3,3%	84,5%	2,5%	--
Haïti	12,7	32,1	-1,7%	-1,9%	-4,2%	-2,7%	-1,7%	10,7%	23,5%	10,00%
Jamaïque	2,8	22,3	6,4%	2,7%	-0,5%	-0,1%	-1,2%	65,8%	6,1%	5,75%
Panama	4,6	90,5	11,0%	7,2%	2,7%	4,4%	3,8%	57,7%	1,4%	--
République Dominicaine	11	127,9	5,2%	2,2%	5,0%	2,1%	3,7%	58,2%	5,1%	5,50%
Cuba	11,2	25,3	3,2 % (EIU)	3,2 % (EIU)	3,8 % (EIU)	3,6 % (EIU)	--	129,4 % (EIU)	36,8 % (EIU)	--

Source : FMI, World Economic Outlook, Avril 2026 et Juillet 2026 pour la croissance du Mexique

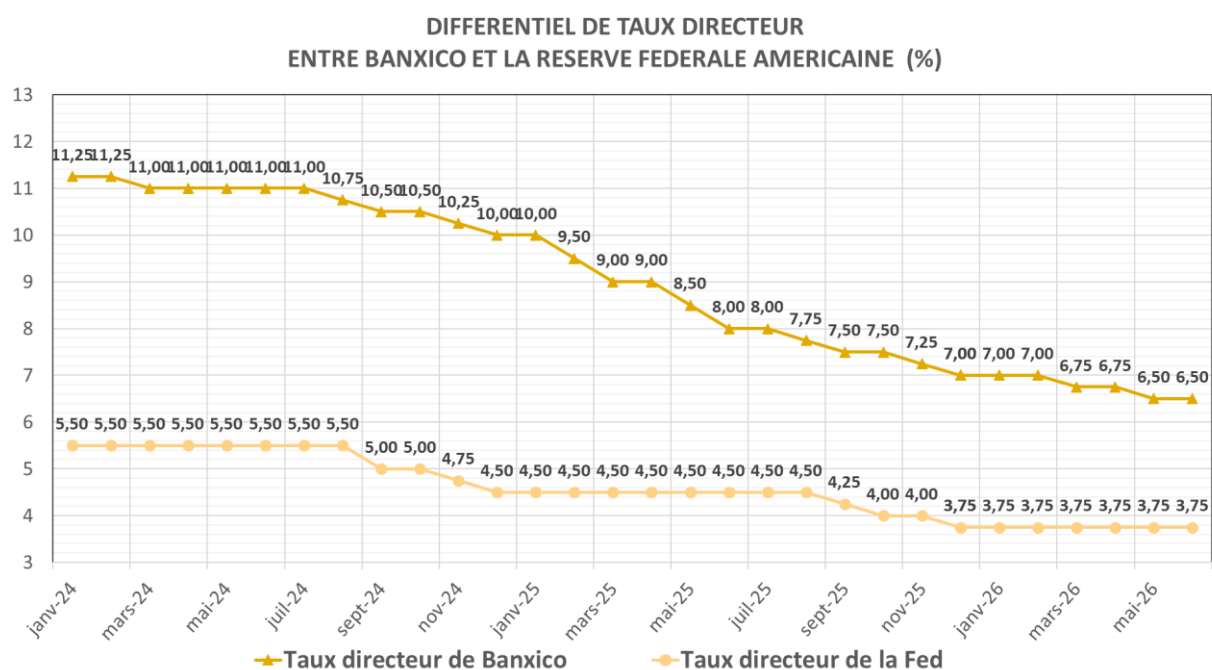
- Annexe Graphique Mexique -



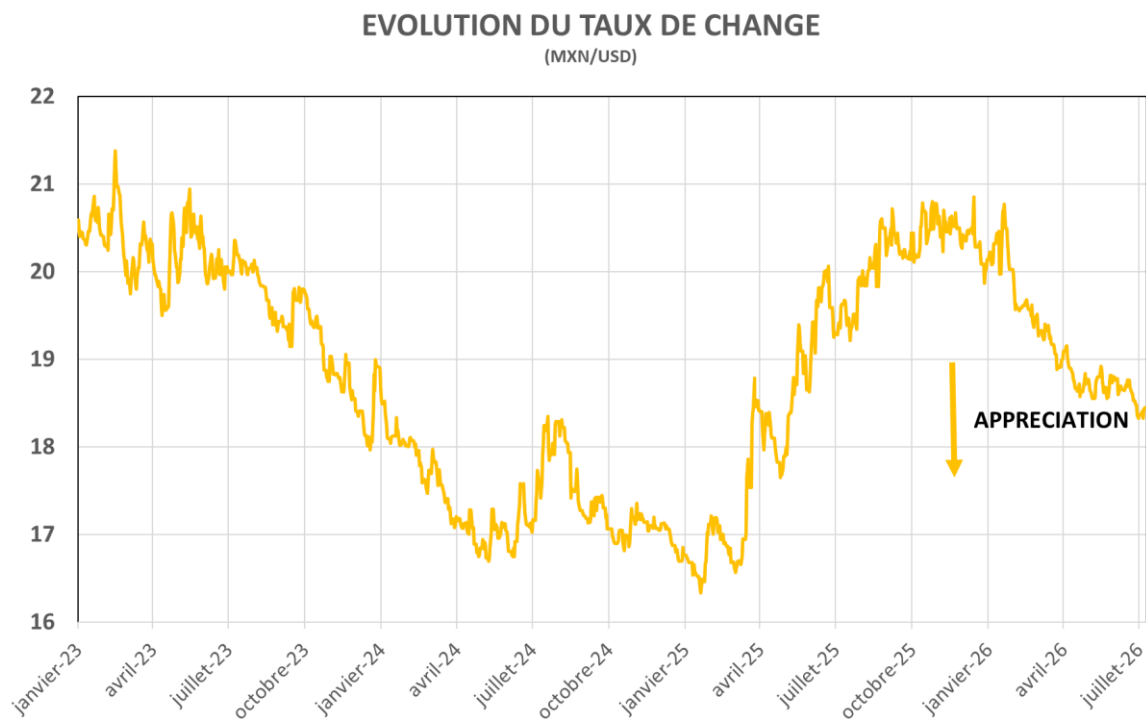
Source : Institut National de la Statistique et de la Géographie, Banque centrale du Mexique

date	Taux directeur de Banxico	Taux directeur de la Fed	Différentiel (pdb)
janv-24	11,25	5,50	575
févr-24	11,25	5,50	575
mars-24	11,00	5,50	550
avr-24	11,00	5,50	550
mai-24	11,00	5,50	550
juin-24	11,00	5,50	550
juil-24	11,00	5,50	550
août-24	10,75	5,50	525
sept-24	10,50	5,00	550
oct-24	10,50	5,00	550
nov-24	10,25	4,75	550
déc-24	10,00	4,50	550
janv-25	10,00	4,50	550
févr-25	9,50	4,50	500
mars-25	9,00	4,50	450
avr-25	9,00	4,50	450
mai-25	8,50	4,50	400
juin-25	8,00	4,50	350
juil-25	8,00	4,50	350
août-25	7,75	4,50	325
sept-25	7,50	4,25	325
oct-25	7,50	4,00	350
nov-25	7,25	4,00	325
déc-25	7,00	3,75	325
déc-25	7,00	3,75	325
janv-26	7,00	3,75	325
févr-26	7,00	3,75	325
mars-26	6,75	3,75	300
avr-26	6,75	3,75	300
mai-26	6,50	3,75	275
juin-26	6,50	3,75	275

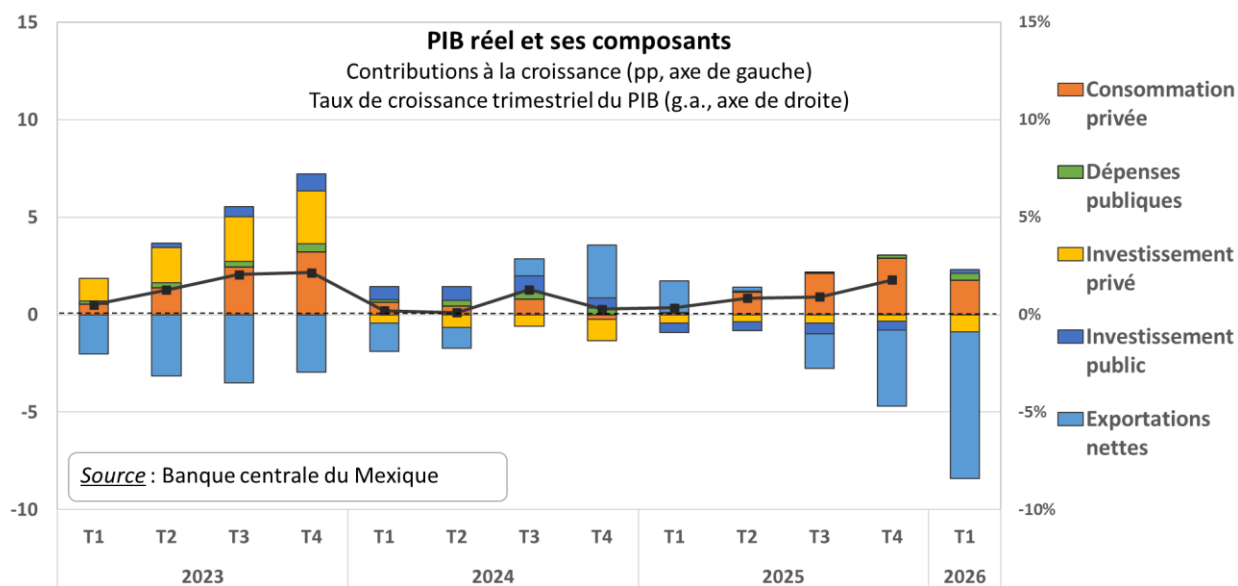
Source : Banque centrale du Mexique, Réserve Fédérale Américaine



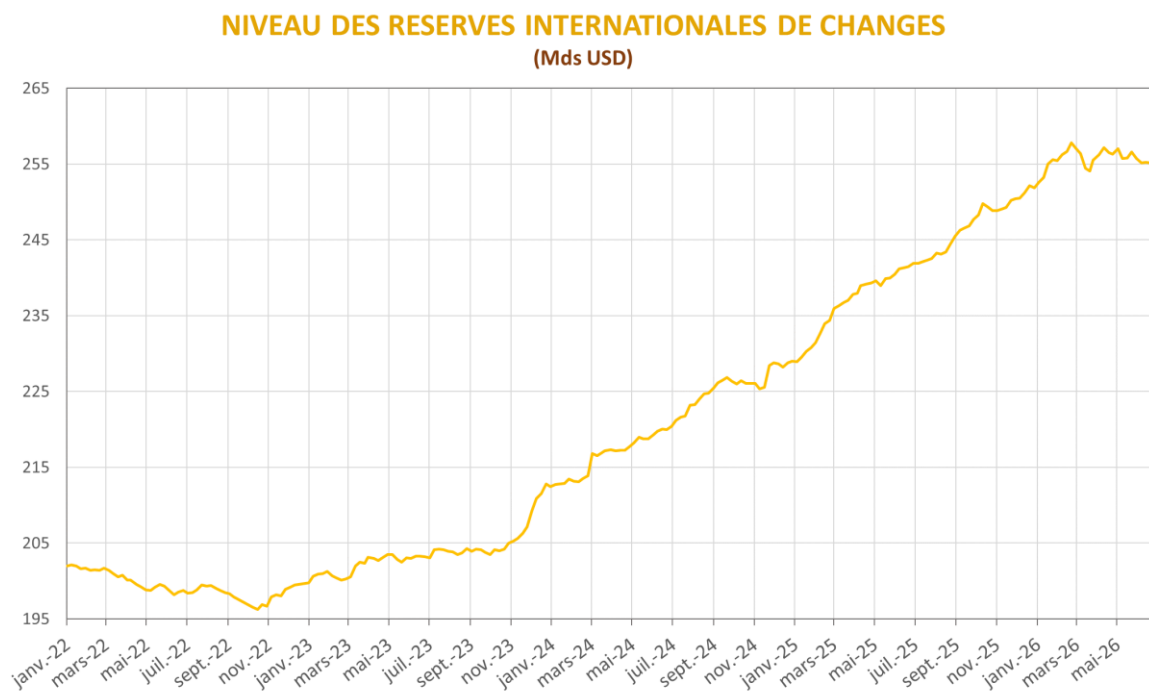
Source : Banque centrale du Mexique, Réserve Fédérale Américaine



Source : Banque centrale du Mexique



Source : Banque centrale du Mexique



Source : Banque centrale du Mexique

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Mexico

Rédaction : SER de Mexico, en collaboration avec les SE de Guatemala, Panama, La Havane et Saint-Domingue

Abonnez-vous : mexico@dgtresor.gouv.fr